

« Notre avenir vaut bien nos investissements », Le Monde, 12/10/18

Article corédigé avec notre collègue **Monique Barbut**, membre de l'Académie de l'Eau

Monique Barbut est secrétaire exécutive de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD).

Rémy Rioux est directeur général de l'Agence française de développement (AFD) ;

Ambroise Fayolle est vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI) ;

Philippe Zaouati est directeur général de Mirova, société de gestion partenaire de la CNULCD pour la création du fonds Land Degradation Neutrality (LDN)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/10/12/notre-avenir-vaut-bien-nos-investissements_5368215_3232.html

Sans une réallocation massive des capitaux privés, nous ne parviendrons pas à transformer notre économie vers un modèle plus résilient, plus durable, plaident, dans une tribune au « Monde », quatre responsables d'institutions internationales pour le financement du développement.

Nous sommes nombreux à investir nos économies de toute une existence dans des assurances-vie et autres fonds de pension, nourrissant ainsi une industrie financière qui pèse, désormais, plusieurs milliers de milliards de dollars. Ce faisant, nous pensons nous assurer une retraite paisible et confortable, et garantir l'avenir de nos enfants. Mais sommes-nous sûrs que la façon dont nos économies sont investies sert aujourd'hui cette vision ?

La Terre est fragile et en mutation. Les Etats ne disposent plus des ressources suffisantes pour aider nos sociétés à s'adapter pleinement à ces changements et à retrouver leur équilibre après une catastrophe environnementale. Cette réalité est chaque jour plus prégnante, plus menaçante. La Journée internationale de prévention des catastrophes naturelles, le 13 octobre, doit contribuer à nous en faire prendre conscience. Le nombre de catastrophes liées au climat, ainsi que leurs conséquences financières, ne cesse de croître. Entre 2005 et 2014, le coût total des dommages liés aux catastrophes environnementales a dépassé 1 400 milliards de dollars (1 212 milliards d'euros). A travers le monde, de plus en plus de familles perdent tout ce qu'elles ont en l'espace d'un instant, lors de catastrophes naturelles détruisant leurs terres : feux de forêt, ouragans, inondations ou sécheresses. Les terres dégradées sont particulièrement vulnérables à ces phénomènes météorologiques extrêmes. Si le nombre de victimes de ces catastrophes semble diminuer, l'appauvrissement et la destruction des communautés qui en résultent ont des conséquences dramatiques à long terme.

La restauration des terres est à l'évidence une chance

Pour les personnes vivant sur ces terres, les chances de reconstruire un avenir sont minces. Lorsque l'on sait que 1,3 milliard de personnes vivent sur des terres en dégradation, il est facile d'imaginer les risques associés en termes de migrations forcées et de déplacements. Rien qu'en 2017, 18,8 millions de personnes dans 134 pays ont été déplacées à la suite de catastrophes climatiques ; bien plus que le nombre de personnes déplacées en raison des conflits. La crise écologique devient une crise humaine et politique potentiellement explosive.

Sans une réallocation massive des capitaux privés, nous ne parviendrons pas à transformer notre économie en un modèle plus résilient, plus durable. En tant qu'épargnants, nous pouvons nous assurer que nos capitaux sont mis au service de la préservation de notre planète et que nos gouvernements encouragent les fonds privés à investir dans notre avenir.

La restauration des terres est à l'évidence une chance, un investissement rentable et un marché potentiel de plusieurs milliards de dollars. Sur les 2 milliards d'hectares de terres dégradées, plus de 500 millions peuvent retrouver santé et productivité de façon rapide, pour peu qu'on y investisse

suffisamment. A ce jour, le secteur privé n'en a pas encore compris le besoin, ni saisi l'occasion.

Un rôle de catalyseur

Nous sommes pourtant convaincus que le secteur privé peut répondre aux besoins quotidiens des populations pauvres et vulnérables. Nous savons également que les choix des investisseurs privés auront une influence capitale sur la survie de l'humanité.

Conscients de l'urgence, nous avons décidé de travailler ensemble pour diriger des investissements vers la restauration des terres, à travers le projet Land Degradation Neutrality (LDN). Celui-ci recueille des fonds provenant des investisseurs institutionnels, compagnies d'assurances et fonds de pension – qui investissent à long terme et bénéficient en parallèle de fonds publics – qui jouent un rôle de catalyseur en atténuant le risque des investisseurs privés.

Cet argent sera utilisé pour financer la restauration de terres dégradées. Redevenues productives, ces terres seront alors en mesure de générer un rendement pour les investisseurs.

Les financements publics seuls ne suffiront pas

Environ 100 millions de dollars ont d'ores et déjà été réunis, en provenance d'investisseurs publics et privés. Plus de 140 projets ont été évalués. Dès l'an prochain, l'objectif est d'atteindre 300 millions de dollars pour financer ces activités innovantes.

La gestion durable des terres est cruciale si l'on veut rendre les communautés plus résistantes au changement climatique. Les financements publics seuls ne suffiront pas, mais une politique publique adaptée peut inciter le secteur privé à passer à l'action. L'intérêt des investisseurs est là, les chances de succès sont élevées. Ensemble, nous pouvons faire de notre avenir un investissement qui en vaille la peine.

Signataires :

Monique Barbut est secrétaire exécutive de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) ;

Rémy Rioux est directeur général de l'Agence française de développement (AFD) ;

Ambroise Fayolle est vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI) ;

Philippe Zaouati est directeur général de Mirova, société de gestion partenaire de la CNULCD pour la création du fonds Land Degradation Neutrality (LDN)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/10/12/notre-avenir-vaut-bien-nos-investissements_5368215_3232.html